



**iisd** Reporting  
Services

# Bulletin du Forum de partenariat des FIC de 2010

**Compte rendu du Forum de partenariat des Fonds d'Investissement Climatiques de 2010**  
Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)  
en collaboration avec le Groupe de la Banque Mondiale

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YIMB/CLIMATE/CIF2010/](http://www.iisd.ca/yimb/climate/cif2010/)  
COMpte RENDU FINAL, VOLUME 172, No. 2, LUNDI, 22 MARS 2010



## RESUME DE L'ÉDITION 2010 DU FORUM DU PARTENARIAT DES FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUE: 18-19 MARS 2010

L'édition 2010 du Forum du partenariat des Fonds d'Investissement Climatique (FIC) s'est tenu du jeudi 18 au vendredi 19 mars 2010, au siège de la Banque Asiatique de Développement (BAD) à Manille, Philippines. Le forum a été organisé par la BAD et la Banque Mondiale, en concertation avec d'autres partenaires de la Banque Multilatérale de Développement (BMD). Il a rassemblé approximativement 400 participants représentant des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG), des organismes intergouvernementaux, les peuples autochtones et le secteur privé. Lors du forum, les participants se sont assemblés au cours d'une séance plénière des parties prenantes et des séances du programme des FIC. Un colloque a également été tenu sur les sciences et technologies relatives aux changements climatiques.

L'objectif du forum du partenariat des FIC était de fournir une plate-forme ouverte, transparente et constructive pour que toutes les parties prenantes réfléchissent à la première année d'opération des FIC, s'engagent pour un dialogue sur les connaissances acquises jusqu'ici, et dégagent des enseignements pertinents, de manière à contribuer davantage à la mise en application des FIC. Le forum visait à partager les enseignements acquis lors du processus de conception des FIC et des premières mises en application des programmes financés par les FIC. Ceux-ci concernent en particulier les activités nationales reliées au Fonds pour les Technologies Propres (FTP) et au Programme Pilote de Protection contre l'Impact du Changement Climatique (PPCR), qui sont maintenant parvenus au stade de mise en œuvre.

L'édition 2010 du Forum du partenariat des FIC visait également à sensibiliser face aux FIC, fournir des commentaires au Conseil d'administration des FIC, et identifier les occasions d'une participation accrue des parties prenantes. Avant le forum, plusieurs réunions ont eu cours: des Comités des fonds d'affectation du FTP et du Fonds stratégique pour le climat (FSC); des pays pilotes participant au PPCR et des pays impliqués dans le FTP; et des sous-comités du PPCR, du Programme de Développement Accéléré des Énergies Renouvelables (SREP) et du Programme d'Investissement des Forêts (PIF). Précédant également le forum, une table ronde des ONG a été organisée par l'ONG «Forum on the ADB», avec la participation des représentants de BMD, de même qu'un forum déjeuner des parties prenantes pour permettre aux représentants des parties prenantes de faire converger leurs attentes pour le forum.

### BREF HISTORIQUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUE

Les changements climatiques sont considérés comme étant l'une des plus sérieuses menaces au développement durable, avec des impacts négatifs prédits pour l'environnement, la santé humaine, la sécurité alimentaire, l'activité économique, les ressources naturelles et l'infrastructure physique. On s'attend à ce que ces effets se manifestent d'une façon disproportionnée pour les pauvres vivant dans les milieux urbains et ruraux des pays en voie de développement, devenant un point central des efforts de réduction de la pauvreté et de développement. Constatant ceci, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les

Changements Climatiques (CCNUCC) reconnaît la nécessité de fournir les ressources financières additionnelles aux pays en voie de développement, afin de les aider à atténuer et maîtriser les défis posés par les changements climatiques.

Les FIC ont formellement été approuvés par le conseil d'administration de la Banque Mondiale le 1er juillet 2008. Ils représentent un effort de collaboration au sein des BMD et des pays, afin de combler l'écart existant en termes de finance et de connaissance entre la situation actuelle et celle souhaitée dans l'Accord global des changements climatiques post-2012. Les FIC ont été conçus à travers des consultations avec les diverses parties prenantes. Ils sont régis par une représentation équilibrée des donateurs et des pays bénéficiaires, avec la participation active d'observateurs de l'ONU, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de la société civile, des peuples autochtones et du secteur privé.

Les FIC sont composés de deux fonds, comportant chacun une portée et des objectifs spécifiques, et une structure de gouvernance propre: le FTP et le FSC. Le FTP fournit des financements échelonnés pour des fins de démonstration, de déploiement et de transfert de technologies à faible émission de carbone, pour des plans d'investissement nationaux incluant une réduction à long terme des émissions de gaz participant à l'effet de serre. Le FSC soutient les efforts des pays en voie de développement pour parvenir à un développement résilient aux effets des changements climatiques et à faible émission de carbone. Il fonctionne à travers une série de programmes ciblés, avec des financements spécifiques pour encourager les nouvelles approches concernant l'action climatique. Il inclut également des possibilités d'échelonnement, des actions génératrices de transformations visant un défi spécifique en référence aux changements climatiques ou des réponses sectorielles.

Les trois programmes visés sous le FSC sont: le PPCR, qui aide les pays à intégrer la résilience face aux effets des changements climatiques dans les plans de développement; le PIF, qui vise, entre autres, le soutien des Réductions des

### DANS CE NUMERO

Bref Historique des Fonds d'Investissement Climatique . . .	1
Rapport du Forum . . . . .	2
Plénière d'Ouverture . . . . .	2
Dialogue des Parties Prenantes . . . . .	3
Séance sur le FTP . . . . .	4
Mise à jour des Sciences et Technologies en Matière de Changements Climatiques . . . . .	9
Rapports du Dialogue des Parties Prenantes et des Séances des FIC . . . . .	10
Plénière de Clôture . . . . .	11
Conférence de Presse . . . . .	11
Réunions à venir . . . . .	12
Glossaire . . . . .	12

Le *Bulletin du Forum de partenariat des FIC de 2010* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <[info@iisd.ca](mailto:info@iisd.ca)>, éditeurs des *Bulletins de Négociations de la Terre* © <[enb@iisd.org](mailto:enb@iisd.org)>. Ce numéro a été rédigé par Tomilola "Tomi" Akanle, Leila Mead, et Simon Wolf. L'Éditeur numérique est Francis Dejon. Traduction française par Sandra Gagnon. L'Éditrice en chef est Robynne Boyd <[robynne@iisd.org](mailto:robynne@iisd.org)>. Le Directeur du Service des informations de l'IIDD est Langston James "Kimo" Goree VI <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Groupe de la Banque Mondiale. IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6e étage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées par courriels aux listes de distributions (dans les formats HTML et PDF) et peuvent être disponibles sur le site Web de l'IIDD, Service d'Information, <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>, +1-646-536-7556 or 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA.

émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD) en finançant des investissements pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation et de la dégradation de forêt; et le SREP, qui vise à aider les pays à faibles revenus à exploiter le potentiel des énergies renouvelables, en vue d'une consommation énergétique toujours plus faible en émission de carbone.

Jusqu'ici, les pays donateurs se sont engagés pour une somme de plus de 6 milliards de \$ US dans les FIC. Les FIC doivent être déboursés sous forme de dons, de prêts très concessionnels, et/ou d'instruments d'atténuation des risques. Ils sont administrés, à travers des programmes et des investissements nationaux, par la Banque Africaine de Développement (BAfD), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, la Banque Interaméricaine de Développement, la Société Financière Internationale et la Banque Mondiale.

Le Forum du partenariat des FIC a été introduit comme élément central du processus des FIC pour aider à assurer le partage efficace des enseignements et le plein engagement de toutes les parties prenantes dans le processus des FIC d'une façon intégrante, transparente et stratégique. En octobre 2008, un premier forum du partenariat des FIC a été tenu au siège de la Banque Mondiale à Washington, D.C, pour commencer le processus du forum, alors que la réforme et le raffinement de la structure des FIC se poursuivaient. Ce premier forum a servi comme première occasion d'explorer la meilleure façon de favoriser le dialogue et d'initier l'échange sur divers aspects des FIC, et à préparer le terrain pour les réunions régulières du forum. Le premier forum a également présenté une opportunité pour sélectionner les pays qui serviront au sein du Comité et du Sous-comité des Fonds d'affectation.

## COMPTE RENDU DU FORUM

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Katherine Sierra, coprésidente du Forum et vice-présidente du Réseau du développement durable, Banque Mondiale, a ouvert l'Édition 2010 du Forum du Partenariat des Fonds

d'Investissement Climatique (FIC). Naderev Saño, Philippines, a été élu coprésident du Forum. Haruhiko Kuroda, président de la Banque Asiatique de Développement (BAD), a souligné que le nombre de personnes affectées par les changements climatiques en Asie et Pacifique est plus élevé que n'importe où ailleurs, alors que les demandes énergétiques de la région et les émissions de gaz participant à l'effet de serre continuent d'augmenter. Il a déclaré que les FIC ont assigné plus de 1 milliard de \$ US pour la région depuis le début du programme il y a un an. Kuroda a indiqué que les réponses au changement climatique devraient surmonter les barrières à la connaissance, et nécessitent des partenariats solides et étendus entre les organisations, secteurs et frontières, de même que des ouvertures en termes de communication.

Heherson Alvarez, Commissaire et vice-président, Commission nationale philippine sur les changements climatiques, Philippines, a indiqué que même si les 6 milliards de \$ US promis jusqu'ici étaient impressionnants, cette quantité est minuscule si on la compare aux centaines de milliards de \$ US qui sont requis pour faire face aux changements climatiques. Il a ajouté que des actions génératrices de transformations sont requises.

Preety Bhandari, du Secrétariat de l'UNFCCC, a souligné que la seizième Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) devra développer une architecture qui permet aux pays en voie de développement d'agir sur les changements climatiques. Elle a accentué le besoin de coopération financière à long terme, notant que des canaux financiers existants et nouveaux devront être employés, sans compromettre le rôle central du processus de négociation multilatérale.

La coprésidente Sierra a présenté un aperçu du contexte des FIC, mettant l'emphase sur ses deux fonds: le Fonds pour les Technologies Propres (FTP) et le Fonds Stratégique pour le Climat (FSC). Elle a expliqué que le but de l'édition 2010 du Forum du partenariat des FIC est de partager les enseignements acquis au cours de la mise en fonction des FIC jusqu'à maintenant, et de prendre des mesures afin de combler des lacunes là où elles existent.



G-D: Katherine Sierra, Coprésidente du Forum, vice-présidente du Développement Durable, Banque Mondiale; Haruhiko Kuroda, président de la Banque Asiatique de Développement; Heherson Alvarez, Commissaire et vice-président, Commission nationale philippine sur les changements climatiques; et Preety Bhandari, Secrétariat de la CCNUCC

## DIALOGUE DES PARTIES PRENANTES

Ann Quon, BAD, a modéré la séance plénière de jeudi matin.

### PRÉSENTATION EN SÉANCE PLÉNIÈRE: LEÇONS SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT: NOUVEAUX THÈMES D'APPRENTISSAGE:

James Radner, Université de Toronto, a présenté un résumé de son étude portant sur les enseignements dégagés lors de la conception des FIC et des premières activités entreprises dans ce cadre. Il a déclaré qu'on tente d'accomplir «beaucoup et rapidement» avec les FIC, et que cette connaissance doit être «utilisable» par ceux qui travaillent sur les thèmes du climat et du développement.



James Radner, Université de Toronto

Radner a discuté, entre autres, des changements générant des transformations, notamment à travers: l'intégration d'expertise pour trouver des solutions efficaces; l'expérimentation à l'aide d'idées novatrices permettant de supprimer les barrières et d'établir des programmes reproductibles; et le financement concessionnel pour attirer les investisseurs. Il a également examiné: l'alignement des objectifs liés à la lutte contre les impacts des changements climatiques et ceux du développement; la rapidité et l'étendue des FIC; et comment rendre possibles le développement de relations et l'établissement de rapports de confiance au sein des parties prenantes?

### SÉANCE DE DÉBAT DES PARTIES PRENANTES

**DES FIC:** Zaheer Fakir, Afrique du Sud, a souligné que les FIC non seulement stimulent l'investissement dans les technologies propres, mais en plus développent les habilités en terme de développement, notamment au sein des communautés rurales. Au sujet des défis, Fakir a noté l'insuffisance des connaissances des FIC, en particulier parmi les parties prenantes indirectement impliquées dans le processus. Il a mis l'accent sur la nécessité de créer des mécanismes permettant la participation d'un plus large éventail de parties prenantes dans les débats.

Bhola Bhattarai, de la Fédération des Usagers de Forêts Communautaires du Népal (FECOFUN), a noté le manque de clarté au sujet du rôle de la société civile et des autres

observateurs. Il a également plaidé pour, entre autres: une emphase et un soutien accentué pour les pays et les communautés vulnérables; et l'équité dans la distribution des fonds et la prise de décision.

Juan Carlos Juntiach, Coordination des Organisations Autochtones du Bassin Amazonien (COICA), a réclamé l'échange accru entre les peuples autochtones et les Banques de Développement Multilatérales (BDM). Il a également souligné l'importance de la gestion traditionnelle des forêts et a proposé que différents groupes aient l'occasion de mettre en place leurs propres programmes en vertu des FIC.

Vicky Seymour, Royaume-Uni, a déclaré que les FIC devraient être des institutions permettant l'apprentissage. Invitant les Comités des fonds d'affectation à écouter les discussions et les propositions, elle a souligné la nécessité: d'accélérer les processus sans toutefois perdre l'approche étendue; de permettre un accès plus facile aux parties prenantes; et d'engager le secteur privé dans la conception de programmes.

Barbara Black, Conseil mondial du développement durable, a souligné le besoin: d'atteindre le secteur privé globalement, en particulier dans les pays en voie de développement; d'impliquer le secteur privé en concevant des fonds d'investissement et des plans d'investissement nationaux; et de combler les lacunes en matière de connaissance sur des questions telles que la soumission des propositions et l'accession aux fonds.

Smita Nakhoda, Institut des Ressources Mondiales (WRI), a souligné que de nouvelles façons de concentrer l'expertise collective sont nécessaires. Elle a déclaré que les FIC s'attaquaient à ce qui constitue les changements climatiques et ce qui constitue le développement, et indiqué les liens entre les deux. Elle a aussi souligné le besoin de cohérence entre le portefeuille de la BMD et ses activités financières liées au climat, et a noté le rôle clef de l'engagement créateur permettant de surmonter les barrières en termes de politique et de gouvernance.

Warren Evans, Banque Mondiale, a remarqué que, entre autres: les FIC ont exigé une approche d'engagement différente de celle du travail typique en développement; les peuples autochtones vivent selon des frontières différentes de celles établies par les gouvernements; et l'ordre du jour en terme de changements climatiques a réuni plus efficacement les BMD. Regardant vers le futur, Evans a demandé, entre autres: comment les expériences acquises peuvent être optimisées en temps réel; et comment les messages clefs concernant les FIC peuvent-ils atteindre le système de l'ONU et ceux qui développeront les grands fonds, tels que les Fonds Verts?



Séance de débat des parties prenantes des FIC

**DÉBAT EN SÉANCE PLÉNIÈRE:** Pendant la discussion, les participants ont souligné le besoin de participation significative et honnête des organisations de la société civile afin d'augmenter la valeur du processus. La Fondation harmonie mondiale a souligné que l'exécution des FIC ne devrait pas être séparée du cadre général de l'ONU. Le Conseil National du changement climatique indonésien a remis en cause l'emphase mise sur l'atténuation, accentuant les besoins pressants d'adaptation dans la plupart des pays en voie de développement. En réponse, Radner a indiqué que l'adaptation est en soi un processus plus lent, et a suggéré que le processus des FIC permette de tirer rapidement des enseignements des expériences. Evans a indiqué l'insuffisance de l'information sur les impacts des changements climatiques, et a expliqué que le PPCR a pour objectif d'aider les pays à intégrer les considérations de résilience quant aux changements climatiques dans le processus de développement.

Se référant à la présentation de Radner, un représentant d'une ONG a déploré le manque de participation de la société civile dans la conception des programmes nationaux. Radner a suggéré l'établissement d'un forum régional pour rassembler les parties prenantes et les gouvernements sous une forme moins centralisée, et a indiqué que les FIC peuvent contribuer au partage des expériences entre les différents pays. L'ONG «Forum on the ADB» a soutenu que l'étude de Radner commence par une assumption erronée en faisant coïncider la propriété d'un pays avec la propriété de son gouvernement.

Greenpeace a déclaré que les BMD tentent actuellement de résoudre les problèmes qu'ils ont contribué à créer, y compris ceux liés au développement de combustibles fossiles et aux forêts. Elle a soulevé la question de la cohérence au sein de la Banque Mondiale, et a demandé ce que fait la Banque pour s'assurer que les interventions des FIC ne sont pas contrecarrées par d'autres projets financés par la Banque. La coprésidente Sierra a répondu que les ordres du jour du développement durable et des changements climatiques sont maintenant des forces motrices diffusant le travail de toute la Banque, bien que les résultats ne soient pas encore visibles.

Elle a aussi concédé que dans le passé, le but de la banque était d'augmenter l'accès à l'énergie sans prendre en considération différentes technologies. Mais maintenant, l'objectif a changé et la quantité de programmes d'énergie renouvelable a plus que triplé. Notant les défis concernant le secteur forestier, elle a déclaré que la Banque vise à réduire les impacts sur la biodiversité et à diminuer les émissions de gaz participant à l'effet de serre.

Les participants ont également soulevé des questions en référence, entre autres: au fait que les pays à revenu moyen soient maintenus hors du processus des FIC; au manque d'emphase mis sur la justice en terme de climat dans le processus des FIC; à savoir si d'autres organisations, à part des gouvernements, peuvent recevoir du financement; aux politiques claires de financement qui assurent l'équité dans l'écoulement des financements; aux investissements conformes et soutenables, plutôt que des investissements suivant les cours du pétrole et d'autres matières premières.

## SÉANCE SUR LE FTP

### FONDS POUR LES TECHNOLOGIES PROPRES:

**Environnement favorable: Incitations, uniformité et transparence:** Cette séance a été modérée par Shilpa Patel, Société Financière Internationale (SFI). Elle a expliqué que l'objectif de la séance est de permettre au secteur privé de discuter des moteurs et contraintes à l'investissement pour les technologies propres.

Frank Fass-Metz, Allemagne, a souligné que le FTP peut contribuer à surmonter les barrières à l'investissement en permettant le développement des politiques de normalisation environnementales, sectorielles et encourageantes favorisant les technologies propres. Il a accentué l'engagement accru du secteur privé dans le processus, de même que le besoin de politique et de conditions économiques stables, d'appui du public pour l'atténuation des risques et d'incitations pour surmonter les barrières à l'investissement. Marcondes Moreilla de Araujo, Brésil, a décrit certains efforts de son pays pour



Séance sur le FTP. G-D: Gary Pienaar, Institut pour la démocratie en Afrique; Jean-Pascal Tranié, Aloe Private Equity; Shilpa Patel, SFI; Marcondes Moreira de Araújo, Brésil; et Frank Fass-Metz, Allemagne.

créer un environnement permettant les technologies propres. Celles-ci incluent des enchères nationales pour l'énergie renouvelable et la Politique nationale sur les changements climatiques, qui inclue l'objectif d'augmenter la part de l'énergie renouvelable dans la matrice énergétique globale du pays. Jean-Pascal Tranié, Aloe Private Equity, a souligné le besoin de développer et d'appliquer des environnements réglementaires efficaces. Gary Pienaar, Institut pour la démocratie en Afrique, a mis l'accent sur un environnement politique clair et un ordre du jour national convenu et ambitieux comme éléments constitutifs d'un environnement favorable.

Au cours de la discussion suivante, le Sénégal a noté les conséquences sociales de l'énergie verte, déclarant que dans plusieurs pays africains, la production de charbon demeure l'option la moins coûteuse, alors que l'énergie verte est très chère. Le représentant du Nigéria s'est enquis du rôle de levier des microfinances dans l'approvisionnement en énergie pour les pays comme le sien, qui essaient d'augmenter la proportion d'énergie renouvelable dans la production d'électricité. Le Honduras a souligné la nécessité de changer les attitudes et le comportement des utilisateurs d'énergie et du secteur privé. En réponse, Pienaar a indiqué qu'en Afrique du Sud, des incitations sont offertes pour favoriser un changement vers les énergies renouvelables, et a cité l'exemple des négociations actuelles du FTP pour subventionner le coût d'un million de chauffe-eaux solaires. Fass-Metz a exhorté à une clarification du rôle des secteurs public et privé. Il a souligné que le secteur public a un plus grand rôle à jouer que le secteur privé en assurant l'accès à l'énergie pour les pays pauvres ou à faible revenu. L'Égypte a noté que différentes technologies sont appropriées pour différents pays et ceci doit être pris en compte. La Tanzanie a indiqué la nécessité de considérer la sécurité alimentaire et l'environnement lors des discussions sur les technologies propres.

#### Accès au financement: Créer des modèles durables

**financièrement:** Masatsugu Asakawa, Japon, a souligné la nécessité de mobiliser le financement privé pour favoriser les technologies générant de faibles émissions de carbone en fournissant des incitations à travers des financements publics, tels que des prêts concessionnels. Özgür Pehlivan,



Masatsugu Asakawa, Japon

Turquie, a souligné le manque de prêts appropriés, les capacités techniques limitées et les fausses idées concernant les risques et avantages des technologies propres comme barrières au marché. Il a également noté que les financements concessionnels devraient être provisoires et seulement donnés aux investisseurs démarrant une activité de manière à déclencher des investissements

locaux. Michael Gurin, Sol Xorce, a mentionné que son entreprise d'énergie solaire a essayé de créer un produit et une technologie qui ne dépendent pas des règles, étant donné que celles-ci tendent à empêcher la croissance.

Dans la discussion suivante, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a présenté les enseignements acquis lors de la préparation du plan d'investissement du Nigéria actuellement en cours. Un participant a souligné l'importance d'assurer d'abord l'engagement financier du secteur public avant de considérer la participation de secteur privé, souvent volontaire et imprévisible. Notant le besoin d'équilibre entre le financement privé et public, Asakawa a déclaré que le financement public n'est pas nécessairement plus prévisible que le financement privé. L'ONG «Forum on the ADB» s'est enquis des expériences en terme de propriété nationale. La SFI a répondu que la propriété nationale exige des pays qu'ils approuvent le plan d'investissement et qu'ils entreprennent une consultation avec les parties prenantes, qui doit au moins inclure la société civile.

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES FORETS: Collaboration institutionnelle en vue de REDD+ à l'échelon des pays:** Cette séance, tenue le jeudi après-midi, a été modérée par Hosny El Lakany, Université de Colombie-



Hosny El Lakany, Université de Colombie-Britannique

Britannique. Il a indiqué le besoin d'une «vraie coordination» au sein des mécanismes de financements pour les forêts, et a demandé aux participants d'examiner comment les activités du PIF peuvent compléter d'autres efforts dans le cadre de REDD+ (REDD plus conservation, gestion durable des forêts et accroissement des capacités de stockages de carbones forestiers) à l'échelon des pays et maximiser la collaboration parmi les parties prenantes.

Werner Kornexl, Banque Mondiale, a accentué la cohérence du PIF avec le Fonds de partenariat pour la Réduction des Emissions

dues à la Déforestation (FCPF) dans leur contribution à la préparation et au renforcement des capacités, et l'augmentation des paiements du carbone. Kaveh Zahedi, UN-REDD, a déclaré que les investissements du PIF peuvent être efficaces, seulement si des conditions préalables à l'investissement, telles qu'enlever les barrières, ont été remplis. Il a mis l'accent sur le besoin de développer des stratégies nationales REDD qui soient exhaustives et des établissements d'institutions de coordination à l'échelle des pays. Gustavo Fonseca, Fonds pour l'environnement mondial, a proposé que le PIF permette de dégager des enseignements en ce qui concerne: l'augmentation de la protection des forêts sur de larges secteurs; les contraintes au renforcement des capacités; les impacts possibles sur le terrain; et l'amplification des investissements privés.

Juan Carlos Jintiach, COICA, a réclamé une reconnaissance accrue des peuples autochtones qui conservent les forêts, et fait part de leurs efforts dans le partage de la connaissance, déclarant que les connaissances traditionnelles peuvent être «la clef pour sauver le monde». Hadi Pasaribu, Indonésie, a indiqué que le PIF peut faciliter les activités de préparation au REDD+ sur le terrain et a partagé l'expérience de son pays dans l'organisation des pratiques de gestion durable des forêts. Soulignant que le défi principal est de créer les canaux qui peuvent absorber les financements REDD+ disponibles, Andreas Dahl-Jørgensen, Norvège, a réclamé un processus légitime et transparent, qui inclut les pays intéressés, la société civile et les peuples autochtones.

Les participants se sont alors réunis par groupes et ont travaillé sur les besoins, entre autres: de soutenir la société civile, les communautés locales et les peuples autochtones dans l'élaboration des stratégies nationales du PIF; d'une approche holistique de REDD+ qui intègre toutes les fonctions des forêts; d'une coordination accrue au sein des pays; de s'assurer la transparence, particulièrement dans le partage des avantages découlant de REDD+; de mobiliser les investissements privés; de soutenir les activités économiques forestières; d'intégrer les petits projets dans un cadre élargi; et de faciliter la collaboration entre le secteur privé et d'autres parties prenantes, particulièrement les peuples autochtones. Les participants ont également posé des questions au comité concernant la coordination de la REDD de l'ONU, du FCPF et du PIF.



Les participants se sont regroupés par petits groupes pour partager leurs expériences en matière de politiques forestières

**PIF et augmentation des activités REDD+ à l'échelle nationale:** Le modérateur El Lakany a demandé aux participants de discuter de quelle manière le PIF peut mobiliser ses efforts de façon à favoriser les activités additionnelles provenant d'autres sources, pour renforcer l'impact à l'échelon des pays. Bholu Bhattarai, FECOFUN, a partagé l'expérience acquise lors de la création d'un forum multipartite concernant la REDD+ au Népal. Il a signalé que son organisation a dû travailler à renforcer les capacités avant de pouvoir créer des alliances avec diverses institutions et parties prenantes, pour soutenir les peuples autochtones dans leur auto organisation, leur permettant ainsi de mieux participer au processus du PIF. Donald Kanak, Fonds Mondial pour la Nature (WWF), a réclamé de plus grands efforts dans la création de sources de financements additionnelles, proposant que le secteur privé ait besoin de cohérence dans les mécanismes et de certitude concernant une future demande.

Thaïs Linhares Juvenal, Brésil, a indiqué qu'atteindre les divers objectifs de la REDD+ exige différentes formes de fonds et d'instruments financiers, et a proposé que le PIF puisse jouer un rôle fondamental en combinant les fonds publics et privés. Elle a affirmé que le Brésil souhaite combiner ses propres «Amazonas Fund» avec les structures de gouvernance et les mécanismes de la BMD. Marco Antonio Fujihara, Key Associados, a centré son intervention sur les risques à l'investissement par rapport à différentes règles et règlements, particulièrement au niveau national. Il a proposé que le PIF puisse



Thaïs Linhares Juvenal, Brésil

agir en tant qu'initiative initiale en créant des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et en fournissant une perspective d'investissement.

Durant la discussion suivante, REDD ONU a demandé comment s'assurer que l'investissement à grande échelle du PIF n'évince pas le secteur privé ou ne subventionne pas les investissements qui auraient eu lieu de toute façon. Juvenal a indiqué qu'il n'existe aucun risque d'encombrement de ce type au Brésil, ceci étant dû à la participation très faible du secteur privé dans les forêts primaires brésiliennes. Un participant a demandé si le Népal a intégré les considérations du changement climatique dans la sylviculture communautaire et si des indicateurs pour surveiller de tels projets ont été développés. Répondant à une question, Juvenal a indiqué que bien que les projets de conversion soient attrayants pour l'investissement, les coûts d'opportunité de la conversion devraient être considérés. Elle a proposé que des paiements soient effectués pour des unités de stocks de carbone au lieu des unités de réductions des émissions.

#### **PROGRAMME PILOTE DE PROTECTION CONTRE L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE:**

Cette séance a été conduite par Habiba Gitay, Banque Mondiale, le vendredi matin. Daniele Ponzi, BAD, a présenté le PPCR, et a partagé des éléments de la réunion des pays pilotes du PPCR, tenue juste avant le Forum du partenariat. Il a accentué le besoin de: planification multi et intersectorielle; coordination interministérielle; renforcement et développement d'institutions; participation des ministères des Finances et de la Planification, de la société civile et des ONG, particulièrement des femmes et d'autres groupes vulnérables; et amélioration de la coordination des bailleurs.



Habiba Gitay, Banque Mondiale

#### **Créer des alliances en vue de développer des mécanismes de protection contre les effets des changements climatiques:**

Les participants ont entendu, au cours de cette séance, les rapports des représentants des pays pilotes concernant les

expériences de création d'alliance en vue de la formulation de la stratégie du PPCR. Ilhomjon Rajabov, Tadjikistan, a souligné la création de plusieurs plates-formes de dialogue permettant le partage des connaissances entre les ministères, l'écoute des appréhensions des intervenants, et l'apprentissage des possibilités d'appui technique et financier des organisations internationales. Neranda Maurice, Sainte-Lucie, a indiqué que son pays cherchait à trouver une réponse vraiment nationale, non pas simplement gouvernementale, en organisant un processus multisectoriel de consultation. Elle a identifié les principaux thèmes et défis auxquels ils font face, incluant les: collecte des



Ilhomjon Rajabov, Tadjikistan

informations de base; clarification des priorités; et création de projets qui soient assez importants pour attirer l'intérêt des bailleurs de fonds.

Répondant à une question sur des mécanismes pour assurer la participation de parties prenantes à l'échelon des pays, Maurice et Rajabov ont élaboré sur les processus multipartites, qui ont visé à canaliser les idées et propositions au sein du processus de conception de stratégies. Plusieurs participants ont remis en cause l'inclusion des prêts dans le PPCR, parmi eux celui du Niger qui a appelé à une clarification des questions financières, de manière à permettre aux gouvernements et aux intervenants de travailler vers la protection contre les effets des changements climatiques. En réponse, la Banque Mondiale a indiqué que les prêts ont été inclus dans le financement du PPCR en raison des limites légales imposées par un des pays donateurs. Elle a souligné que la majorité des flux financiers sous le PPCR se fera par l'intermédiaire de dons et que l'accès au prêt spécifiquement est complètement volontaire pour les pays. L'ONG «Forum on the ADB» a remis en cause l'idée que les pays ne subissent pas de pression pour accepter des prêts dans les cas où les financements sous forme de dons ne sont pas suffisants. En réponse, la Banque Interaméricaine de Développement (IBID) a indiqué le rôle des prêts dans l'engagement du secteur privé dans les activités d'adaptation et le PPCR. La Banque Mondiale a offert de discuter plus en profondeur de ce thème avec les participants après la séance.



Neranda Maurice, Sainte-Lucie

Ensuite, les parties prenantes ont partagé leur expérience de la coopération multipartite. Essam Nada, Bureau arabe pour la jeunesse et l'environnement, a présenté une initiative de la société civile de former des alliances face aux défis des changements climatiques à Djibouti, en Égypte et en Tunisie. Ces alliances rassemblent différents ministères, parties prenantes et milieux universitaires pour développer des stratégies face aux désastres et à la réduction des risques. Michael Schwarz, Swiss Re, a remarqué que la gestion systématique des risques est une composante importante de la protection contre les impacts des changements climatiques. Il a souligné le rôle des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, mentionnant que le secteur privé détient le savoir-faire pour développer les solutions efficaces. Kenzo Ikeda, Japon, a partagé les expériences acquises aux Philippines en matière d'adaptation, réclamant une stratégie complémentaire qui viserait à combiner les forces de différents acteurs. Joyce Yu, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a signalé que le PPCR devrait revitaliser et construire sur les efforts en matière de changements climatiques qui ont été entrepris par d'autres organismes, tels que le PNUD. Elle a souligné: les liens entre l'adaptation face aux changements climatiques et le développement humain; et le besoin de mécanismes de mise en œuvre sur le terrain, nouveaux et améliorés, particulièrement au niveau communautaire. Ancha Srinivasan, BAD, a indiqué les occasions offertes par le PPCR, tel qu'aligner les ministères avec diverses connaissances



Séance sur le PPCR sur les alliances pour un développement protégé des impacts des changements climatiques. G-D: Ancha Srinivasan, BAD; Essam Nada, Bureau arabe pour la jeunesse et l'environnement; Michael Schwarz, Swiss Re; Kenzo Ikeda, Japon; et Joyce Yu, PNUD.

et ressources financières, créant un modèle de mécanisme financier international et créant un réseau d'apprentissage global. Il a identifié les principaux défis à relever tels que: la construction d'une compréhension commune entre les membres du réseau; des aspirations peu réalistes et intérêts contradictoires au sein des parties prenantes; et la création de processus transparents et qui incluent tous les intervenants.

**Alliances pour des changements générant des transformations pour favoriser un développement résilient aux changements climatiques:** Les participants se sont alors assemblés par groupes pour discuter des voies permettant de surmonter les barrières et créer des occasions pour que les changements générant des transformations favorisent un développement résilient aux changements climatiques. Ils ont également examiné les façons efficaces d'établir des alliances qui peuvent provoquer des changements aux divers échelons. Les groupes ont ensuite commenté leurs principales idées à la séance. Les recommandations émises par les participants incluent notamment:

- créer des alliances qui vont au-delà de la participation symbolique avec et entre les jeunes, et intégrer les questions de changements climatiques dans les programmes d'études scolaires;
- utiliser les institutions existantes au lieu d'en créer de nouvelles;
- identifier et renforcer les alliances et les réseaux existants, et créer des synergies entre eux;
- construire des «zones de confort» où les groupes peuvent se réunir et partager leur expérience, et souligner l'importance d'ouvrir un espace de discussion afin de construire la confiance et le respect mutuel;
- construire la confiance avec les communautés et assurer leur participation dans le processus du PPCR;
- prendre en considération les stratégies et plans nationaux existants, tels que les Programmes nationaux d'action d'adaptation (NAPAs), de même que les plans d'action locaux;



Les participants se sont regroupés par petits groupes pour partager leurs expériences et enseignements en matière d'alliances pour des changements générant des transformations et un développement résilient aux changements climatiques

- susciter la sensibilisation et le partage de l'information avec le secteur privé;
- considérer l'opportunité d'intervenir au niveau des législations comme une façon d'engager le secteur privé dans les activités du PPCR; et
- amplifier l'intégration des ONG dans le processus de planification en réduisant le sentiment de méfiance, particulièrement de la part des gouvernements, et en reconnaissant formellement le rôle des ONG.

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ACCÉLÉRÉ DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU (SREP):** Cette séance a été modérée par Bart Edes, BAD, le vendredi matin. Brigitte Cuendet, Suisse, a présenté une vue d'ensemble du SREP, accentuant le fait qu'il vise à amorcer un processus où la promotion des énergies renouvelables à l'échelon des pays deviendrait la norme. Elle a déclaré que les objectifs du SREP sont d'aider à relever et surmonter les défis au développement accéléré des énergies renouvelables, entre autres, en permettant le partage des expériences et des enseignements acquis.

**Comprendre les Défis du Développement Accéléré des Énergies Renouvelables dans les Pays à Faible Revenu:** Le modérateur Edes a demandé aux présentateurs de discuter de leurs expériences en matière de promotion des énergies renouvelables, y compris les défis relevés au cours de ces processus. Anthony K. Ng'eno, Winafric Technologies Limited, a identifié l'insuffisance des compétences et de la sensibilisation, et la sélection des composantes et la conception des systèmes basés sur leur coût, comme étant les défis au développement des énergies renouvelables, en particulier en ce qui a trait au secteur privé. Naceur Hammami, Rwanda, a identifié les éléments nécessaires pour multiplier le développement des énergies renouvelables, y compris un cadre normatif qui soutient le développement et l'investissement, incitant le secteur privé et la disponibilité d'échelons de financement suffisants. Elsia Paz, Honduras, a indiqué que le manque de sensibilisation et de connaissance au sein du secteur privé est un défi à surmonter. Elle a noté plusieurs barrières institutionnelles et financières qui surgissent en raison du statut risqué octroyé à l'Amérique latine, marqué par des problèmes de corruption et de transparence.

Jesus T. Tamang, Philippines, a décrit les enseignements acquis par son pays dans ses efforts de promotion des énergies renouvelables, y compris la nécessité de conduire des évaluations des ressources, d'encourager les communautés locales à s'engager dans le processus, et d'établir un cadre normatif fort. Takao Shiraishi, Newjtec Inc., a insisté sur trois considérations clefs: technologique, y compris l'évaluation des technologies en fonction des pays; institutionnel, y compris la formation, la sensibilisation et l'éducation; et financier, tel qu'imposer des tarifs plus élevés en zones urbaines pour compenser le coût occasionné par l'usage des énergies renouvelables en zones rurales.

En réponse à une question posée par la Fondation harmonie mondiale au sujet de l'impact des orages tropicaux, Tamang a noté que le développement d'énergies renouvelables aux Philippines est affecté par les orages tropicaux, qui touchent



Les présentateurs débattant du financement des énergies renouvelables. G-D: Georg Grüner, Groupe bancaire de la KfW; Govind Raj Pokharel, Organisation Néerlandaise de Développement (SNV); Donald Morales, Nicaragua; Ambachew Fekadeneh Admassie, Groupe de Travail sur le financement du carbone; et Bart Edes, BAD.

l'approvisionnement en énergie solaire et éolienne, de même que le transport de l'énergie par les lignes de transmission. Il a reconnu le besoin d'adaptation à cet égard. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a souligné l'importance de l'évaluation des ressources, de la formation appropriée, de la sensibilisation et d'un environnement favorable, incluant un cadre politique approprié. Le Nicaragua a souligné la nécessité de se tourner vers l'utilisation de dons plutôt que de prêts, en particulier pour les pays pauvres. La Tanzanie a précisé que le coût du développement et de l'utilisation des énergies renouvelables ne peut pas vraiment être considéré comme une barrière en raison des coûts environnementaux plus élevés de sources d'énergie non renouvelables. Shiraiishi a noté la possibilité d'employer le Mécanisme de Développement Propre de (MDP) pour motiver l'intérêt du secteur privé pour l'énergie renouvelable.

#### **Examiner le Financement des Énergies Renouvelables:**

**Nouvelles opportunités et exemples de réussite:** Le modérateur Edes a invité les présentateurs à commenter la façon dont le SREP peut être employé pour mobiliser des cofinancements additionnels. Georg Grüner, Groupe d'opérations bancaires de la KfW, a noté le besoin d'investir dans la vente et le service, et de financer les infrastructures dans les zones rurales pour promouvoir les énergies renouvelables. Il a insisté sur la possibilité de générer des modèles économiques viables pour le secteur privé et de regrouper la demande pour permettre les investissements du secteur privé. Govind Raj Pokharel, Organisation Néerlandaise de Développement (SNV), a considéré le besoin de financement pour le développement des capacités et des cadres politiques pour proposer des solutions décentralisées et de petite échelle quant aux énergies renouvelables. Donald Morales, Nicaragua, a fourni l'exemple des efforts du Nicaragua dans le développement et l'utilisation d'énergie renouvelable, incluant à travers: le programme de développement national, qui vise à combattre la pauvreté d'une manière intégrée; le plan d'investissement pour le secteur de l'énergie; et la Loi sur l'énergie. Ambachew

Fekadeneh Admassie, Groupe de travail sur le financement du carbone, a souligné la nécessité d'aborder des thèmes tels que la création d'un environnement favorable, les ajustements politiques et les défis financiers. Il a également noté la possibilité d'employer d'autres fonds ou programmes pour aborder la problématique des énergies renouvelables, telles qu'employer le PPCR pour traiter de l'accès à l'énergie et la protection contre les effets des changements climatiques.

Dans le discours suivant, le consortium de Pro-Environnement a indiqué que dans beaucoup de situations le financement fourni par les BMD est canalisé par les agences locales, telles que les banques, qui le passent alors aux investisseurs à des coûts beaucoup plus élevés et dans des conditions moins favorables. WRI a demandé comment les pays de faible revenu peuvent se pencher à la fois sur l'accès à l'énergie et sur les défis posés par les changements climatiques, et quels mécanismes et options innovatrices de financement peuvent être employés. Dans sa réponse, Pokharel a cité l'utilisation des prêts souples et Admassie a indiqué que le MDP peut être employé comme mécanisme de financement innovateur. Le Sénégal a indiqué qu'en ce qui concerne le SREP et les placements innovateurs, trois catégories d'intervenants devraient être considérées: le secteur privé, qui requiert que l'énergie renouvelable soit assez profitable pour être choisie à la place des sources d'énergie traditionnelles; les utilisateurs, qui sont hors réseaux et qui ont besoin de soutien par le microcrédit ou les autres moyens; et l'État ou les sociétés anonymes, qui ont besoin d'un appui pour sélectionner l'énergie renouvelable plutôt que l'énergie traditionnelle. Un participant a déclaré que le manque de financement de départ est une barrière importante à la promotion de l'énergie renouvelable, et un autre a demandé comment le financement du SREP peut être obtenu pour de petits projets renouvelables. Plusieurs participants ont accentué l'importance de s'assurer que les plans d'investissement du SREP incluent des projets à la fois de secteur public et du secteur privé.

## MISE À JOUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Ce symposium a été organisé par le PNUE. Kaveh Zahedi, PNUE, a modéré cette séance, le vendredi après-midi. Gemma Shepherd, PNUE, a discuté des objectifs et de la structure du symposium, notant que le but était de favoriser l'apprentissage et de s'engager dans les FIC.

### FEUILLES DE ROUTE POUR LES TECHNOLOGIES ÉNERGETIQUES: TRACER LE CHEMIN VERS UN FUTUR À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE:

Thomas Kerr, Agence Internationale de l'Énergie (AIE), a présenté les feuilles de route pour les technologies énergétiques de l'AIE, qui incluent des étapes clés et des actions concernant certaines technologies. Il a ajouté que la révolution énergétique est déjà en cours, et que le FTP contribue à certaines des transformations qui sont nécessaires et qui doivent être soutenues au cours du temps. Il a noté que le piégeage et le stockage du carbone (PSC), l'efficacité d'utilisation et l'énergie renouvelable jouent un grand rôle. Kerr a discuté de plusieurs caractéristiques des feuilles de route pour les technologies énergétiques: elles sont un outil utile pour identifier les, et s'attaquer aux, barrières technologiques spécifiques empêchant un cheminement vers les technologies à faible émission de carbone; elles aident à comprendre l'importance du défi et ce qui est nécessaire pour le relever; elles peuvent être comparées aux plans d'investissement nationaux, qui peuvent aider à identifier les problèmes qui doivent être traités; et elles pourraient être liées à la CCNUCC et tout futur mécanisme lié à la technologie. Il a également noté que les ONG bénéficient de la confiance des communautés et peuvent participer à l'évaluation des impacts des technologies et à l'identification des zones de compromis à l'échelon des communautés.

Amal-Lee Amin, BID, en réponse, a déclaré qu'un continuum d'actions est requis, en commençant par le développement des technologies jusqu'à leur arrivée sur le marché, s'assurant que leur emploi est efficace et décisif. Elle a souligné le besoin urgent d'augmenter les investissements dans les technologies à faible émission de carbone existantes, notant les rôles du FTP et du SREP à cet égard. Elle a ajouté qu'un nouveau mécanisme concernant les technologies pourrait établir le lien entre le développement de technologie et leur déploiement. Elle a également discuté: de l'augmentation future des transferts de technologie sud-nord; du renforcement des centres de technologie existants; du renforcement de la collaboration à l'échelle régionale; et de l'accélération de l'accès aux technologies énergétiques et aux techniques d'adaptation.

**Débat:** La BID a demandé si les stratégies pour favoriser le transport soutenable avaient été considérées dans les feuilles de route. Les Maldives ont déploré le fait que les technologies énergétiques utilisées dans le secteur des énergies renouvelables marines n'aient pas été examinées dans les feuilles de route. Un participant a demandé à Kerr si, en parlant de l'énergie nucléaire, la question de la perte nucléaire avait été considérée. Kerr a répondu que le coût avait été pris en considération.



G-D: Thomas Kerr, AIE, et Amal-Lee Amin, BID

La Société pour le développement rural s'est enquis des manières de réduire les coûts de l'énergie solaire pour la rendre plus accessible aux pauvres des milieux ruraux. Kerr a parlé d'une étude récemment éditée, portant sur l'électrification d'une zone rurale, et a noté une certaine pénétration du marché par des technologies solaires à faibles coûts. Greenpeace a déclaré que les centaines de milliards de dollars que coûteront les PSC devraient plutôt être employés pour fournir aux pauvres de l'énergie propre, à travers des technologies propres adaptées aux milieux locaux. Kerr a répondu que les PSC ne visent pas à assurer l'approvisionnement en énergie, mais à diminuer la pollution, et a indiqué que le problème de l'approvisionnement ne peut être résolu avec les seules énergies renouvelables.

Le Sri Lanka a demandé comment faire en sorte que les personnes les moins bien desservies de la société, y compris les femmes et les enfants, aient accès à des technologies énergétiques à faibles émissions de carbone. Kerr a suggéré que les centres d'excellence et d'adaptation technologiques pourraient faciliter ceci. WRI a noté les avantages de faire passer les feuilles de route technologiques dans les plans d'investissement nationaux. Répondant aux présentations, elle a soulevé la question de la cohérence et de la coordination d'un futur mécanisme technologique avec les mécanismes existants, et a demandé à quoi pourrait ressembler ce nouveau mécanisme technologique. Amin a répondu que le mécanisme devrait se trouver sous l'égide de la CCNUCC et assurer la cohérence et la coordination à tous des niveaux. Kerr a attiré l'attention sur le Réseau de Coordination pour l'Assistance à la Faible Émission de Carbone (CLEAN), qui a pour objectifs d'améliorer la communication et la coordination et d'éviter la duplication des efforts par le rassemblement des organisations qui aident les pays en voie de développement dans la préparation et la mise en application de plans et stratégies à faible émission de gaz à effet de serre.

### GESTION DURABLE DE LA TERRE AU BÉNÉFICE DE LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE — SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RENTABILITÉ EN TERMES DE MODÉLISATION, MESURE ET SUIVI:

David Skole, Université d'État du Michigan, a discuté des considérations de mesure, notification et vérification concernant le changement climatique et les forêts. Il a discuté du Projet Avantages Carbone (PAC) du FEM-UNEP, qui donne l'occasion à un grand nombre de petits exploitants de participer au marché du carbone, en augmentant la quantité de carbone dans le sol et la biomasse de ces systèmes. Il a mentionné que le marché du carbone peut contribuer à réduire la pauvreté, mais il nécessite d'établir la confiance envers les procédés et des protocoles rigoureux. Il a discuté des approches du «forestier» et de celle de «l'écologiste» dans la mesure du carbone, et les processus correspondants de collecte des données. Il a discuté d'un programme d'images satellites pour la REDD, notant qu'une fois que les investissements initiaux sont réalisés, les coûts de mesure sont bas. Skole a indiqué que les contributions de plusieurs communautés pourraient être mesurées en même temps, et a présenté plusieurs exemples utilisant les images satellites, certaines incluant des secteurs déboisés. Il a également discuté du projet «Carbon2Markets», qui mobilise deux services écologiques des écosystèmes



G-D: David Skole, Université d'État du Michigan; et Reiner Wassmann, IRRI

et les filières du marché, y compris la conservation et la séquestration du carbone, et des produits naturels. Accentuant les avantages de penser à petite échelle, il a discuté d'une petite usine de biodiesel utilisant le jatropa.

Reiner Wassmann, Institut international de recherche sur le riz (IRRI), a déclaré que d'autres systèmes agricoles, tels que le riz, les céréales et les légumes, ne peuvent pas être ignorés, et que les gaz à effet de serre autres que le dioxyde de carbone doivent également être pris en compte. Il a discuté des coûts de transaction, de la participation des communautés locales, des options pour faire face au risque, et de la formation appropriée pour assurer la continuité de l'usage des outils après la fin des projets.

**Débat:** Les participants ont souligné la nécessité de travailler avec les réseaux de communautés établis et de faire intervenir la sylviculture communautaire locale et les experts agricoles. Notant les avantages du PIF, la BAfD a indiqué que les stocks de carbone forestiers devraient être calculés et laissés intacts par les communautés, et que ces communautés devraient être aidées. Le Danemark a discuté de l'idée de faire participer les communautés comme administrateurs des forêts, et que la REDD+ présente des moyens de faire participer les communautés locales à la surveillance du carbone forestier et à la canalisation des financements. Le Bénin a déploré que les producteurs agricoles fussent encouragés à cultiver le jatropa, occupant ainsi des terres fertiles pour des fins autres que la production de nourriture. Les participants ont également débattu de la différence entre les forêts anciennes et les plantations pour fins de stockage, et la portée et la capacité d'une production de combustible organique à l'échelon communautaire. Skole a parlé de la manière dont le combustible organique à l'échelle communautaire pourrait être transformé en compensation carbone. La Société pour le développement rural a demandé si la terre en friche était développée en forêts. Reiner a réitéré d'autres options concernant les énergies renouvelables telles que les résidus agricoles.

## COMTES RENDUS DU DIALOGUE DES PARTIES PRENANTES ET DES SÉANCES DES FIC

**DIALOGUE DES PARTIES PRENANTES:** Patricia Bliss-Guest, Banque Mondiale, a présenté les résultats du dialogue des parties prenantes. Elle a déclaré qu'il existe une large reconnaissance des participants du fait que le changement climatique est une problématique de développement et que pour beaucoup, en particulier les petits États insulaires en développement, le fait de répondre au changement climatique est également une question de survie. Elle a mentionné d'autres questions soulevées lors du dialogue incluant:

- les questions de gouvernance et d'inclusion, telles que la prise de décision basée sur le consensus, la considération des dimensions de genre, et l'engagement accru de secteur privé dans la conception et l'exécution des FIC;
- les questions de financement, telles que l'utilisation des dons plutôt que des prêts, et l'inclusion des pays au revenu moyen dans les activités des FIC;
- la mise en application sur le terrain, incluant: l'assurance que les organisations de la société civile et les communautés locales peuvent tirer des bénéfices des financements des FIC; la promotion de l'apprentissage par la participation active et la propriété; et le développement de mécanismes pour soutenir le renforcement des capacités face aux changements climatiques au sein des communautés locales; et
- les questions d'apprentissage, telles que celle d'assurer un apprentissage continu basé sur les idées et les commentaires d'un large éventail d'intervenants, favoriser l'engagement des parties prenantes, produire de la connaissance et apprendre sur le terrain, établir les mécanismes efficaces et accessibles de communication, et introduire les leçons des FIC au sein d'autres processus de l'ONU, tels que la CCNUCC.

**FONDS DES TECHNOLOGIES PROPRES:** Claudio Alatorre, BID, a signalé que cette séance s'est concentrée sur le rôle du secteur privé, et que le message principal est le besoin d'un environnement favorable stable et prévisible, incluant: un cadre adéquat de normalisation propre à chaque pays; l'aval des multiples parties afin d'assurer une élaboration réussie du programme; le renforcement des connaissances et des capacités pour toutes les parties prenantes; et l'utilisation des technologies appropriées à chaque pays. Sur la question du financement, la séance a souligné que: l'architecture du FTP peut aider à atténuer les risques d'investissement, aidant de ce fait à surmonter une des barrières à l'investissement du secteur privé; et les liens avec la CCNUCC ont favorisé l'aval des gouvernements.

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES FORÊTS:** David McCauley, BAD, a signalé que les débats dans les séances sur le PIF ont tourné autour de deux questions clefs:

- la collaboration à l'échelon des pays, où les participants ont réclamé: une approche participative de la REDD+; un processus mis de l'avant par les pays; la prévention de la répétition et des chevauchements entre les mécanismes; un rôle spécifique pour les peuples autochtones; un mécanisme de résolution des conflits; et une augmentation de la coopération sud-sud.
- l'accroissement des ressources, où les participants ont indiqué: le besoin de renforcer les liens entre les problématiques des forêts et les politiques liées aux



G-D: Patricia Bliss-Guest, Banque Mondiale; Claudio Alatorre, BID; Coprésident Naderev Saño, Philippines; Coprésidente Katherine Sierra, Banque Mondiale; David McCauley, BAD; Joyce Thomas-Peters, Grenade; et Jiwan Acharya, BAD

changements climatiques, particulièrement en ce qui concerne les nouvelles questions comme le changement dans l'utilisation du territoire; et que le secteur privé a besoin de plus de clarté et de moins de complexité en vue de construire la confiance dans les investissements dans le secteur des forêts.

**PROGRAMME PILOTE DE PROTECTION CONTRE L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE:** Joyce Thomas-Peters, Grenade, a résumé la séance du PPCR, se concentrant sur trois thèmes principaux:

- le financement, où les participants ont souligné le maintien des incertitudes en ce qui concerne: la question des prêts et des dons; la répartition des ressources par pays et par régions; et l'accès pour les communautés locales.
- les aspects politiques à l'échelle nationale, où les participants ont indiqué l'importance de: la collecte des données pour délimiter les situations de références; le renforcement institutionnel; l'augmentation de la sensibilisation face aux changements climatiques, par exemple à travers l'enseignement scolaire; et les efforts vers une meilleure compréhension de la résilience face aux changements climatiques; et
- la création d'alliances, où les participants ont souligné le besoin: d'engager les parties prenantes dans la phase initiale; de construire à partir des institutions et des réseaux existants; d'incitations pour établir des réseaux; de confiance et compréhension comme condition préalable pour un engagement actif; et de création de plusieurs alliances plutôt qu'une seule.

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ACCÉLÉRÉ, DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU (SREP):** Jiwan Acharya, BAD, a expliqué que la séance s'était centrée sur les principales barrières au développement des énergies renouvelables. Celles-ci font référence à la capacité institutionnelle et technique, aux cadres de normalisation et aux questions financières. Il a insisté sur les principaux messages suivants:

- pour atteindre les objectifs du SREP, les expériences réussies de développement et d'utilisations des énergies renouvelables devraient être utilisées comme levier de façon à accroître la capacité et prolonger la portée des financements du SREP par des partenariats avec le secteur privé, d'autres partenaires du développement et la société civile;
- les exemples de réussite devraient être reproduits et les expériences acquises partagées, non seulement à l'échelle locale et nationale, mais aussi régionale et globale;
- les gouvernements devraient faciliter la participation de secteur privé, par exemple en créant un environnement favorable et proposant des incitations positives;
- le secteur privé est un partenaire critique pour créer des marchés et pour investir de façon soutenue dans les énergies renouvelables;
- des instruments innovateurs adaptables aux différents besoins devraient être conçus;
- la création d'intermédiaires financiers peut être un outil efficace pour gérer et mobiliser les ressources; et
- des dons devraient être employés pour catalyser les interventions dans les énergies renouvelables.



Ursula Schäfer-Preuss, vice-présidente, Gestion de la Connaissance et Développement Durable, BAD

## PLÉNIÈRE DE CLOTURE

Le coprésident Saño a insisté sur la transparence, la cohérence, la participation des parties prenantes et les changements suscitant des transformations à tous les niveaux comme étant les principaux messages émergeant du forum. La coprésidente Sierra a noté qu'au moment où les FIC ont été conçus, l'idée était d'agir rapidement, tout en reconnaissant que tout ne serait pas parfait immédiatement. Elle a souligné que le but du forum était de réfléchir sur les FIC et d'obtenir les commentaires des intervenants. Concluant le forum, Ursula Schäfer-Preuss, vice-présidente, Gestion de la Connaissance et Développement Durable, BAD, a remercié les organisateurs pour leur travail, et tous les participants pour leurs commentaires et contributions. Le forum s'est terminé approximativement à 17h40.

## CONFÉRENCE DE PRESSE

Une conférence de presse a été tenue le jeudi après-midi. Ann Quon, BAD, a ouvert la conférence de presse et a déclaré que les pays de la région Asie Pacifique prennent la tête dans les efforts vers une économie à émission réduite en carbone. Ursula Schäfer-Preuss, BAD, a dit qu'une plus grande quantité de personnes sont concernées par les changements climatiques dans la région Asie Pacifique que partout ailleurs dans le monde, alors qu'on s'attend à ce que la demande énergétique de la région double d'ici 2030. Elle a expliqué qu'à moins que la production et les modèles de consommation ne s'inversent, la région sera le plus important émetteur de gaz à effet de serre, ce qui pourrait miner le progrès accompli par les BMDs. Elle a déclaré que plus de 1 milliard de \$ US de FIC ont été promis par les pays asiatiques depuis le commencement des FIC, et que ceux-ci peuvent aider à réaliser des changements générateurs de transformations au niveau de pays en dirigeant des fonds vers des secteurs dont les besoins sont les plus élevés.

La coprésidente du forum, Katherine Sierra, Banque Mondiale, a indiqué que les FIC passent en haute vitesse, avec les lignes directrices des programmes devenant plus claires à mesure que les FIC entrent en phase de mise en œuvre. Elle a mis l'emphase sur quatre nouveaux plans d'investissement du FTP en Colombie, Indonésie, Kazakhstan et Ukraine, élevant le nombre total d'investissements à 13. Elle a déclaré que quelque 4 milliards de \$ US de cofinancement du FTP ont déjà été assignés, avec un montant additionnel prévu de 36 milliards de \$ US à mobiliser à partir de sources publiques et privées dans les années à venir, ce qui dresserait le total à 40 milliards de \$ US.

Concernant le PPCR, elle a indiqué que deux pays pilotes, à savoir la Zambie et le Népal, se dirigeaient vers les étapes de la planification et de l'exécution. Elle a également mis en exergue les défis particuliers auxquels Haïti doit faire face, notant que le travail de résilience au changement climatique se poursuit durant la récupération face aux pertes subies lors du tremblement de terre. Concernant le PIF, elle a déclaré que cinq pays pilotes avaient été choisis, à savoir le Burkina Faso, le Ghana, l'Indonésie, le Laos, et le Pérou. Elle a indiqué que le PIF avait également approuvé un processus de consultation pour concevoir un mécanisme d'allocation de dons pour les peuples autochtones et les communautés locales. Sierra a indiqué que le SREP a été officiellement ouvert en décembre 2009, à Copenhague, et qu'il vise moins à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais plutôt à s'assurer que les pays à faible revenu ne sont pas maintenus en dehors de la révolution énergétique.

Elle a déclaré que les solutions finales pour le financement du climat demeurent entre les mains des négociateurs de la CCNUCC, mais que l'expérience acquise des FIC peut être introduite au sein de ce processus, en particulier les enseignements en termes de gouvernance, d'efforts de mobilisation et d'évolutivité.

La parole a alors été donnée aux journalistes, qui étaient pour beaucoup de l'«Earth Journalism Network». Ils ont soulevé des questions liées à la diminution du financement les par pays pour les divers fonds et programmes. Concernant une question sur les plans aux Philippines, Schäfer-Preuss a répondu que jusqu'ici, 250 millions de \$ US ont été promis, mais jusqu'à 1.8 milliard de \$ US sont attendus. Concernant une question sur l'attribution de FTP à la Thaïlande, elle a noté la participation active du secteur privé et des plans de transformer Bangkok en ville «verte».

## RÉUNIONS A VENIR

**NEUVIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL SUR L'ACTION CONCERTÉE À LONG TERME AU TITRE DE LA CONVENTION (AWG-LCA 9) ET ONZIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL SUR LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I AU TITRE DU PROTOCOLE DE KYOTO (AWG-KP 11):** Ces réunions se tiendront du 9 au 11 avril 2010, à Bonn, Allemagne. Pour plus de précisions, contacter le Secrétariat de la CCNUCC: tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int

**PREMIÈRE RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE AFRIQUE-UE ET NEUVIÈME FORUM GLOBAL SUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE (FGER):** Ces événements auront lieu les 21 et 22 avril 2010 respectivement, à Vienne, Autriche. Pour de plus amples informations, contacter le Secrétariat de la conférence: tél: +49 30 726 14 213; fax: +49 30 726 14 22 213; courriel: participants@aep-conference.org; internet: http://www.gfse.at/ et http://www.aep-conference.org

**RÉUNION ANNUELLE DE LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT:** La 43<sup>e</sup> réunion annuelle du Conseil d'Administration de la BAD se tiendra du 3 au 4 mai 2010 à Tachkent, Ouzbékistan. Un séminaire aura aussi lieu le 2 mars sur la Mise en œuvre des Accords de Copenhague sur les Changements Climatiques en Asie et dans le Pacifique. Pour plus de précisions, contacter Jill Drilon, organisateur de la réunion: tél: +632 632 5999; fax: +632 636 2483; courriel: annualmeeting@adb.org; internet: http://www.adb.org/AnnualMeeting/2010/

**32<sup>e</sup> SESSION DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CCCNUCC, L'AWG-LCA 10 ET L'AWG-KP 12:** La 32<sup>e</sup> session des organes subsidiaires de la CCCNUCC se tiendra du 31 mai au 11 juin 2010, à Bonn, Allemagne. Au même moment se tiendront l'AWG-LCA et l'AWG-KP. Pour plus de précisions, contacter le Secrétariat de la CCCNUCC: tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int

**18<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES PAYS DU COMMONWEALTH SUR LA FORESTIERIE:** Cette réunion se tiendra du 28 juin au 2 juillet 2010 à Édimbourg, Écosse. Le thème de cette conférence est la "Restauration des forêts du Commonwealth: S'attaquer au changement climatique". Pour plus de précisions, contacter les organisateurs de la conférence: tél: +44-131-339-9235; fax: +44-131-339-9798; courriel: cfcc@in-conference.org.uk; internet: http://www.cfc2010.org/

**ÉDITION 2010 DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE:** Cet événement aura lieu du 29 juin au 1er juillet 2010 à Gold Coast, Australie. L'événement mettra l'accent sur la préparation aux impacts inévitables du changement climatique. Pour plus de précisions, contacter le Secrétariat de la Conférence: tél: +61-7-3368-2422; fax: +61-7-3368-2433; courriel: nccarf-conf2010@yrd.com.au; internet: http://www.nccarf.edu.au/conference2010

**DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE CLIMAT, LA DURABILITE ET LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS SEMI-ARIDES (ICID II):** Cette réunion se tiendra du 16 au 20 août 2010 à Fortaleza, Brésil. L'événement mettra l'accent sur les façons de promouvoir un développement sécuritaire et durable dans les régions semi-arides du monde. Pour plus de précisions, contacter le Secrétariat exécutif: tél: +55-61-3424-9634; courriel: contact@icid18.org; internet: http://icid18.org

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DELHI SUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE (DIREC):** Cette réunion se tiendra du 27 au 29 octobre 2010 à New Delhi, Inde. L'objectif sera de faire avancer le débat sur les énergies renouvelables pour le développement durable. Pour plus de précisions, contacter Rajneesh Khattar, tél: +91-11-4279-5054; fax: +91-11-4279-5098/99; courriel: rajneeshk@eigroup.in; internet: http://direc2010.gov.in

**SYMPOSIUM SUR L'ÉTUDE DES IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES:** Ce symposium se tiendra du 16 au 17 novembre 2010, à Washington, DC,

États-Unis. L'événement mettra l'emphase sur des exemples pratiques et des conseils pour la conception et la gestion opérationnelle d'un projet portant sur l'atténuation des, et l'adaptation aux, effets des changements climatiques. Pour plus de précisions, contacter l'Association internationale des études d'impact: tél: +1-701-297-7908; fax: +1-701-297-7917; courriel: info@iaia.org; internet: http://www.iaia.org

**SEIZIÈME SESSION DE LA CDP DE LA CCCNUCC ET SIXIÈME RÉUNION DE LA CDP SIEGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO:** Cette réunion est prévue du 29 novembre au 10 décembre 2010, à Mexico, Mexique. Pour plus de précisions, contacter le Secrétariat de la CCCNUCC: tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int/

**CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION PAR LES COMMUNAUTES:** Cet événement aura lieu du 21 au 27 février 2011, à Dhaka, Bangladesh. Pour de plus amples renseignements, contacter l'Institut International pour l'environnement et le Développement: tél: +44-20-7388-2117; fax: +44-20-7388-2826; e-mails: info@iied.org; internet: http://www.iied.org/events

**TROISIÈME FORUM DU PARTENARIAT DES FIC:** Ce forum se tiendra à Tunis, Tunisie, en 2011 et sera organisé par la Banque africaine de développement. Pour plus de précisions, contacter l'Administration des FIC: tél: +1-202-458-1801; courriel: cifadminunit@worldbank.org; internet: http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/

## GLOSSAIRE

BAD	Banque Asiatique de Développement
BAfD	Banque Africaine de Développement
PSC	Piégeage et Stockage du Carbone
FIC	Fonds d'Investissement Climatique
FTP	Fonds pour les Technologies propres
FCPF	Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier
PIF	Programme d'Investissement des Forêts
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
BID	Banque Interaméricaine de Développement
SFI	Société Financière Internationale
BMD	Banque Multilatérale de développement
PPCR	Programme pilote de protection contre l'impact du changement climatique
REDD	Réductions des émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts
REDD+	REDD plus conservation, gestion durable des forêts et accroissement des capacités de stockage de carbone forestiers
FSC	Fonds Stratégique pour le Climat
SREP	Programme de développement accéléré des énergies renouvelables dans les Pays à Faibles Revenus
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CCCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques